

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2387

[99/29154]

8 FEBRUARI 1999. — Decreet betreffende de euro (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1

Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 38 van de Grondwet.

Art. 2.

Dit decreet stelt de nadere regels vast betreffende de invoering van de euro overeenkomstig de verordening (EG) nr. 974/98 van de Raad van 3 mei 1998, over de invoering van de euro en de verordening (EG) nr. 1103/97 van de Raad van 17 juni 1997 over enkele bepalingen betreffende de invoering van de euro.

Art. 3.

Alle diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de instellingen die onder deze ressorteren en die onder de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut vallen, en de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichtingen zijn ertoe gehouden de dubbele muntvermelding te laten naleven bij de affichering van de prijzen en tarieven ten aanzien van het publiek.

Art. 4.

§ 1. De aanvragen om subsidies, steun of andere voordelen ten laste van de begrotingen van de diensten, instellingen en inrichtingen vermeld in artikel 3, worden ofwel in euro ofwel in Belgische frank ingediend.

De keuze van de euro, die krachtens het vorig lid is gedaan, is onherroepelijk.

§ 2. De rechten en voordelen die op grond van barema's en limieten worden toegekend door de diensten, instellingen en inrichtingen vermeld in artikel 3, worden berekend in Belgische frank gedurende de overgangperiode. De keuze van de munt heeft geen invloed op de toekenning van die rechten en voordelen.

Art. 5.

De Regering van de Franse Gemeenschap wordt ertoe gemachtigd de strikt noodzakelijke technische aanpassingen uit te voeren, met inbegrip van de vaststelling van overgangsmaatregelen en de wijzigingen aan de geldende decreten en uitvoeringsbesluiten, met het oog op het verwijderen van elke interne bepaling die de invoering van de euro zou beletten of die hiermee onverenigbaar zou zijn.

De in lid 1 bedoelde machtiging van de Regering van de Franse Gemeenschap zal in werking treden op de datum van bekendmaking van het decreet, voor de overgangperiode, en, op het einde van deze, tot en met 30 juni 2002, voor de definitieve periode.

Art. 6.

De Regering van de Franse Gemeenschap stelt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 3 en 4 van het decreet vast.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 8 februari 1999.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met het onderwijs,
de audiovisuele sector, de hulpverlening aan de jeugd, het kindermwzijn en de gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 282-1. — Verslag, nr. 282-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 januari 1999.



F. 99 — 2388

[S - C - 99/29340]

15 MAI 1999. — Décret relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Des dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et des membres du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par « formation en cours de carrière », toute activité de formation qui a pour objet l'entretien, le perfectionnement ou l'actualisation des compétences des membres du personnel visés à l'article 1^{er}.

La formation en cours de carrière comprend également des activités permettant aux membres du personnel dont la formation initiale ne répond pas ou plus aux exigences de la fonction ou à l'offre d'enseignement, d'acquérir les compétences nécessaires soit à l'exercice de leur(s) fonction(s), soit à l'exercice d'une autre fonction dans l'enseignement, en ce compris les fonctions de sélection et de promotion.

Art. 3. Les objectifs généraux de la formation en cours de carrière sont :

- 1° la capacité de mettre en œuvre les activités visées à l'article 2;
- 2° l'acquisition des comportements propres à gérer efficacement les relations humaines;
- 3° l'acquisition et la mise à jour des connaissances et des aptitudes professionnelles, notamment celles qui sont liées à l'application des dispositions fixées par le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;
- 4° l'étude et l'analyse des facteurs artistiques, sociaux, économiques et culturels qui influencent le comportement des personnes et les conditions d'exercice de la fonction d'enseignant dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;
- 5° le développement de la communication, du travail en équipe, de l'interdisciplinarité ainsi que l'émergence et le développement de projets au sein des établissements;
- 6° la réorientation professionnelle, dans l'enseignement, des enseignants en disponibilité par défaut d'emploi;
- 7° la formation spécifique pour les candidats aux emplois de sélection ou de promotion visée aux articles 40, 6° et 49, 5°, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiaire de l'enseignement officiel subventionné.

Art. 4. Pour l'application du chapitre II du présent décret, les formateurs sont :

- 1° des membres statutaires ou non statutaires du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, des services d'inspection, des centres psycho-medico-sociaux et de l'administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique;
- 2° des centres de formation continuée relevant soit d'un ou de plusieurs pouvoirs organisateurs soit d'un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs;
- 3° des établissements d'enseignement de promotion sociale;
- 4° des établissements d'enseignement artistique de niveau supérieur;
- 5° des hautes écoles;
- 6° des universités ou de leurs organes de formation;
- 7° des experts nationaux ou internationaux, personnes morales ou physiques;
- 8° des organisations d'éducation permanente et de jeunesse reconnues par la Communauté française.

Art. 5. Le Gouvernement de la Communauté française, ci-après dénommé le Gouvernement, fixe les modalités selon lesquelles les membres du personnel visés à l'article 4, 1°, peuvent être chargés de dispenser des formations.

Les activités de formation ne sont pas soumises aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du ministère de l'Instruction publique, ni à celles de l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de Promotion sociale de la Communauté française, ni à celles de l'article 71 du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.

Art. 6. Les membres du personnel visés à l'article 1^{er} auxquels est attribué un traitement d'activité ou une subvention-traitement d'activité et qui bénéficient d'une formation ou qui l'assurent sont réputés en activité de service pendant la durée de la formation.

Les membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi peuvent assurer ou participer à une formation. La durée de celle-ci est assimilée à un rappel provisoire à l'activité de service ou à un rappel en service.

Pour les membres du personnel désignés à titre temporaire, la durée de la formation suivie n'est prise en considération pour le calcul de l'ancienneté administrative et pécuniaire que si celle-ci est englobée dans les limites des prestations attribuées et pour la période de désignation ou d'engagement à titre temporaire.

Art. 7. A l'issue de la formation, une attestation est délivrée par l'organisateur visé à l'article 9, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 8. Le Gouvernement détermine, après concertation avec l'administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique, l'inspection, les représentants des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales représentatives siégeant au Comité des Services publics provinciaux et locaux-section II, les conditions auxquelles les formations peuvent être rendues obligatoires.

CHAPITRE II. — Des formations dispensées dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Art. 9. Les formations visées à l'article 1^{er} sont organisées, selon les modalités que le Gouvernement détermine :

- 1° soit à l'initiative d'un pouvoir organisateur ou d'un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs, pour les formations qu'il veut promouvoir en fonction de ses objectifs et méthodes pédagogiques;
- 2° soit sur base d'une convention entre un ou plusieurs pouvoirs organisateurs et/ou un ou plusieurs organes de représentations et de coordination des pouvoirs organisateurs;
- 3° soit sur la base d'une convention entre le Service général des affaires pédagogiques, de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française et un organe de représentation et de coordination de pouvoirs organisateurs.

Art. 10. Il est créé la « Commission de la formation en cours de carrière », ci-après dénommée « la Commission » chargée, après consultation des organisations syndicales représentatives siégeant au Comité des Services publics provinciaux et locaux — section II, de soumettre à l'approbation du Gouvernement dans le courant du premier trimestre de chaque année civile, les thèmes généraux communs de formation relatifs aux objectifs visés à l'article 3, pour l'année civile suivante.

La Commission agréé les formateurs visés à l'article 4 ainsi que les formations visées à l'article 9.

La Commission est composée :

- 1° de l'administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique;
- 2° des membres du service d'inspection de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;
- 3° du président du Conseil de perfectionnement de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit visé à l'article 121 du décret du 2 juin 1998 précité et de six membres que ce Conseil désigne en son sein, dont deux représentants des organisations représentatives des pouvoirs organisateurs d'un enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

La Commission désigne son président parmi ses membres. Le secrétariat est assuré par un membre du Service général de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit et de l'enseignement à distance désigné par l'administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique.

La Commission établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

La rétribution des membres de la Commission est fixée par le Gouvernement.

CHAPITRE III. — *Du contrôle des formations dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française*

Art. 11. Les services d'inspection et les services de vérification, dans leurs missions respectives, sont chargés :

- 1° du respect de l'application des dispositions du présent décret;
- 2° du contrôle de l'utilisation des crédits et des subventions affectés aux formations;
- 3° de contrôler l'exécution des projets et la participation effective des membres du personnel visés à l'article 1^{er}.

CHAPITRE IV. — *De l'évaluation globale des formations*

Art. 12. L'inspection de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit évalue annuellement la mise en application du présent décret et s'assure que la réalisation pédagogique des activités de formation en cours de carrière :

- 1° atteint un niveau suffisant par rapport à celui des projets agréés et est conforme à ceux-ci;
- 2° implique la participation et suscite l'intérêt des bénéficiaires;
- 3° est menée dans un cadre répondant aux nécessités pédagogiques;
- 4° compte un nombre de bénéficiaires en relation avec les inscriptions.

Ce rapport d'évaluation est transmis au Conseil de perfectionnement de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et au ministre qui a cet enseignement dans ses attributions.

Art. 13. Toute personne impliquée directement comme formateur ne peut assumer de rôle dans l'évaluation ou le contrôle de cette formation.

CHAPITRE V. — *Des moyens budgétaires*

Art. 14. Les crédits budgétaires affectés aux formations en cours de carrière, en ce compris les rémunérations correspondantes, s'élèvent au moins à 0,12 % des dépenses courantes que le budget du ministère de la Communauté française consacre à l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.

Ces crédits sont répartis entre les différents organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs au prorata du nombre total de périodes de cours attribuées au cours de l'année scolaire précédant celle de l'organisation des formations.

Les frais de gestion et de secrétariat ne peuvent être supérieurs à 12 % des crédits accordés à la formation en cours de carrière.

40 % des crédits budgétaires visés à l'alinéa 1^{er}, sont consacrés à des formations basées sur des thèmes généraux communs.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 15. Pour l'année 1999, les crédits visés à l'article 14, alinéa 1^{er}, sont multipliés par un coefficient dont la valeur est 0,3.

Art. 16. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 1999.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*

Bruxelles, le 15 mars 1999.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales

W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Note

(1) *Session 1998-1999*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 288-1. — Amendements de commission, n° 288-2. — Rapport, n° 288-3. *Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 9 mars 1999.

VERTALING

N. 99 — 2388

[S - C - 99/29340]

15 MEI 1999. — Decreet betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het onderwijzend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van de leden van het opvoedend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder « opleiding tijdens de loopbaan » elke activiteit met als doel het instandhouden, verbeteren of actualiseren van de bevoegdheden van de personeelsleden bedoeld bij artikel 1.

De opleiding tijdens de loopbaan omvat ook activiteiten waardoor de personeelsleden van wie de basisvorming niet of niet meer in overeenkomst is met de vereisten van het ambt of het onderwijsaanbod, in staat worden gesteld de nodige bevoegdheden te verwerven, ofwel voor de uitoefening van hun ambt(en) ofwel voor de uitoefening van een ander ambt in het onderwijs, met inbegrip van de selectie- en bevorderingsambten.

Art. 3. De algemene doelstellingen van de opleiding tijdens de loopbaan zijn :

- 1° het vermogen om de bij artikel 2 bedoelde activiteiten in praktijk te brengen;
- 2° het eigenmaken van gedragingen ten voordele van het efficiënt beheer van menselijke betrekkingen;
- 3° het verkrijgen en actualiseren van kundigheden en beroepsbevoegdheden, inzonderheid deze in verband met de toepassing van de bepalingen vastgesteld bij het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- 4° het onderzoeken en analyseren van kunst-, maatschappelijke, economische en culturele factoren die de gedragingen van de personen en de voorwaarden voor het uitoefenen van het ambt van onderwijzer in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap beïnvloeden;
- 5° het ontwikkelen van communicatie, teamwerk, wisselingen tussen de verscheidene vakken alsook het opkomen en ontwikkelen van ontwerpen binnen de inrichtingen;
- 6° de beroepswederinsschakeling, in het onderwijs, van de terbeschikkinggestelde onderwijzers bij ontstentenis van betrekking;
- 7° de specifieke opleiding voor de kandidaten voor de selectie- en bevorderingsambten bedoeld bij de artikelen 40, 6° en 49, 5°, van het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd officieel onderwijs.

Art. 4. Voor de toepassing van hoofdstuk II van dit decreet zijn de opleiders :

- 1° vastbenoemde en niet-vastbenoemde leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van de inspectiediensten, van de psycho-medisch-sociale centra en van het algemeen bestuur onderwijs en wetenschappelijk onderzoek;
- 2° centra voor voortgezette opleiding ressorterend ofwel onder één of meerdere inrichtende machten ofwel onder een vertegenwoordigings- of coördinatieorgaan van de inrichtende machten;
- 3° onderwijsinrichtingen voor sociale promotie;
- 4° inrichtingen voor kunstonderwijs van het hogere niveau;
- 5° hogescholen;
- 6° universiteiten of hun opleidingsorgaan;
- 7° nationale of internationale deskundigen, rechts- of natuurlijke personen;
- 8° instellingen voor permanente opvoeding en voor de jeugd erkend door de Franse Gemeenschap.

Art. 5. De Regering van de Franse Gemeenschap, hierna de Regering, bepaalt de nadere regels volgens dewelke de personeelsleden bedoeld bij artikel 4, 1°, met een opdracht inzake opleiding kunnen worden belast.

De opleidingsactiviteiten worden noch onderworpen aan de bepalingen van artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, noch aan de bepalingen van artikel 11 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1993 houdende bezoldigingsregeling van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, noch aan deze van artikel 71 van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 6. De personeelsleden bedoeld bij artikel 1 aan wie een activiteitswedde of een activiteitsweddetoelage wordt toegekend en die een opleiding genieten of verstrekken, worden geacht in dienstactiviteit te zijn gedurende de opleidingsperiode.

De wegens ontstentenis van betrekking terbeschikkinggestelde personeelsleden kunnen een opleiding verstrekken of er aan deelnemen. De duur van deze opleiding wordt gelijkgesteld met een voorlopige oproep tot hervatting van de dienstactiviteit of van de dienst.

Voor de personeelsleden die tijdelijk aangesteld zijn, wordt voor de berekening van de administratieve en geldelijke anciënniteit de duur van de gevolgde opleiding enkel in acht genomen indien deze opgenomen is binnen de perken van de toegekende prestaties en voor de periode van de aanwijzing of aanwerving als tijdelijke.

Art. 7. Op het einde van de opleiding, wordt door de inrichter bedoeld bij artikel 9 een attest uitgereikt, en dit volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

Art. 8. Na overleg met het algemeen bestuur onderwijs en wetenschappelijk onderzoek, met de inspectie, met de vertegenwoordigers van de vertegenwoordiging en coördinatieorganen van de inrichtende machten en met de representatieve vakverenigingen die bij het Comité van de provinciale en plaatselijke openbare diensten - afdeling II - zetelen, bepaalt de Regering de voorwaarden onder dewelke de opleidingen verplicht kunnen worden gemaakt.

HOOFDSTUK II. — *Opleidingen verstrekt in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 9. De bij artikel 1 bedoelde opleidingen worden ingericht, volgens de nadere regels bepaald door de Regering :

1° ofwel op initiatief van een inrichtende macht of van een vertegenwoordiging en coördinatieorgaan van de inrichtende machten, voor de opleidingen waarvoor een promotie gewenst is in functie van de doelstellingen en de pedagogische methodes;

2° ofwel op basis van een overeenkomst tussen één of meerdere inrichtende macht(en) en/of één of meerdere vertegenwoordiging en coördinatieorganen van de inrichtende machten;

3° ofwel op basis van een overeenkomst tussen de Algemene dienst pedagogische zaken, onderzoek in pedagogie en bijsturing van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap en een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten.

Art. 10. Er wordt een « Commissie voor de opleiding tijdens de loopbaan » ingericht, hierna « de Commissie », die belast is, na raadpleging van de representatieve vakverenigingen die zetelen bij het Comité van de provinciale en plaatselijke openbare diensten - afdeling II, met het voorleggen ter goedkeuring aan de Regering gedurende het eerste kwartaal van ieder kalenderjaar van de gemene algemene thema's voor de opleiding betreffende de doelstellingen bedoeld bij artikel 3, voor het volgend kalenderjaar.

De Commissie erkent de opleiders bedoeld bij artikel 4 alsook de opleidingen bedoeld bij artikel 9.

De Commissie bestaat uit :

1° de administrateur-generaal van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek;

2° de leden van de inspectiedienst van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

3° de voorzitter van de Verbeteringsraad van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan bedoeld bij artikel 121 van het voornoemde decreet van 2 juni 1998 en zes leden die door deze Raad in zijn eigen midden worden aangesteld, onder wie twee vertegenwoordigers van de representatieve verenigingen van de inrichtende machten van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan.

De Commissie stelt haar voorzitter onder zijn leden aan. Het secretariaat wordt waargenomen door een lid van de Algemene dienst onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan en het afstandsonderwijs aangewezen door de administrateur-generaal van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek.

De Commissie stelt haar eigen huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring aan de Regering voor.

De vergoeding van de leden van de Commissie wordt door de Regering bepaald.

HOOFDSTUK III. — *Toezicht op de opleidingen in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 11. De inspectiediensten en de toezichtdiensten, ieder wat hun respectieve opdrachten betreft, worden belast met :

1° het naleven van de toepassing van de bepalingen van dit decreet;

2° het toezicht op de aanwending van de kredieten en toelagen bestemd voor de opleidingen;

3° het toezicht op de uitvoering van de ontwerpen en het effectief deelnemen van de bij artikel 1 bedoelde personeelsleden.

HOOFDSTUK IV. — *Globale evaluatie van de opleidingen*

Art. 12. De inspectie van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan evalueert jaarlijks de praktische toepassing van dit decreet en zorgt ervoor dat de pedagogische verwezenlijking van de opleidingsactiviteiten gedurende de loopbaan :

1° een voldoende niveau bereikt in vergelijking met dat van de erkende ontwerpen en ermee overeenstemt;

2° de deelname van de begunstigen met zich mee brengt en hun belang aanwakkert;

3° in een kader overeenkomend met de pedagogische noodzakelijkheden geschiedt;

4° het aantal begunstigen telt dat overeenstemt met de inschrijvingen.

Dit evaluatieverslag wordt overgezonden naar de Verbeteringsraad van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en naar de minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs behoort.

Art. 13. Iedere persoon die direct betrokken is als opleider kan geen deel nemen aan de evaluatie van of het toezicht op deze opleiding.

HOOFDSTUK V. — *Begrotingsmiddelen*

Art. 14. De begrotingskredieten bestemd voor de opleidingen tijdens de loopbaan, met inbegrip van de overeenkomende bezoldigingen, bedragen minstens 0,12 % van de lopende uitgaven die door de begroting van het ministerie van de Franse Gemeenschap bestemd worden voor het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan door de Franse Gemeenschap.

Deze kredieten worden verdeeld onder de verscheidene vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten naar rata van het totaal aantal lestijden toegekend gedurende het schooljaar dat voorafgaat aan dat tijdens hetwelk de opleidingen worden ingericht.

De kosten van beheer en secretariaat mogen niet hoger liggen dan 12 % van de kredieten die toegekend zijn aan de opleiding tijdens de loopbaan.

40 % van de begrotingskredieten bedoeld bij lid 1 worden bestemd voor de opleidingen steunend op gemene algemene thema's.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 15. Voor het jaar 1999 worden de bij artikel 14, lid 1 bedoelde kredieten vermenigvuldigd met een coëfficiënt waarvan de waarde 0,3 is.

Art. 16. Dit decreet treedt in werking op 1 september 1999.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 mei 1999.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het Onderwijs,
de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 288-1 — Commissieamendementen, nr. 288-2. — Verslag, nr. 288-3.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 9 maart 1999.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2389

[C - 99/27448]

6 MAI 1999. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française de Belgique, d'une part, et le Gouvernement de la Roumanie, d'autre part, fait à Bucarest le 21 mai 1998 ainsi qu'à l'Accord de coopération scientifique et technologique entre le Ministre des Relations internationales de la Région wallonne, le Ministre des Relations internationales de la Communauté française de Belgique, d'une part, et le Ministre de la Recherche et de la Technologie de Roumanie, d'autre part, et à l'annexe, faits à Bruxelles le 25 juin 1997 (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. L'accord de coopération entre le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française de Belgique, d'une part, et le Gouvernement de la Roumanie, d'autre part, fait à Bucarest le 21 mai 1998, sortira son plein et entier effet, en ce qui concerne la Région wallonne.

Art. 3. L'accord de coopération scientifique et technologique entre le Ministre des Relations internationales de la Région wallonne, le Ministre des Relations internationales de la Communauté française de Belgique, d'une part, et le Ministre de la Recherche et de la Technologie de Roumanie, d'autre part, et l'annexe, faits à Bruxelles le 25 juin 1997, sortiront leur plein et entier effet, en ce qui concerne la Région wallonne.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

—
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil 503 (1998-1999) n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 28 avril 1999.

Discussion - Vote.